

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services

---













**Mise à disposition d'une équipe de sécurité incendie - sûreté au centre  
hospitalier de Mâcon**

Procédure adaptée N°2025PA75004 et N°marché 2500072

---

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(C.C.A.P.)**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services</p> <p><u>Objet</u> : Mise à disposition d'une équipe de sécurité incendie - sûreté au centre hospitalier de Mâcon</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>CENTRE HOSPITALIER LES CHANAUX 350 BOULEVARD LOUIS ESCANDE 71870 - MACON</p>
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	<p>Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 3° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	Centre Hospitalier les Chanaux, 350 boulevard Louis Escande, 71018 MACON
	L'accord-cadre n'est pas alloti.
	La durée de l'accord-cadre est de 12 mois.
	Le marché est à prix unitaires et forfaitaires.
	L'accord-cadre est révisable.
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.
	<p>Le marché implique le traitement de données personnelles.</p> <p>Le marché n'implique pas de traitement de données personnelles.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1.</b>	<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 2.</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 1.	IDENTIFICATION DES PARTIES.....	6
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR .....	6
1.2.	ETABLISSEMENTS DU GHT.....	6
1.3.	TITULAIRE.....	6
ARTICLE 2.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	6
ARTICLE 3.	DURÉE.....	6
ARTICLE 4.	ACCORD-CADRE.....	7
4.1.	TYPE D'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	7
ARTICLE 6.	ASSURANCES.....	8
ARTICLE 7.	INTERVENANTS .....	8
7.1.	SOUS-TRAITANCE.....	8
7.2.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	9
<b>PARTIE 3.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 8.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	10
8.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX .....	10
8.2.	CONTENU DU PRIX .....	10
8.3.	VARIATION DES PRIX.....	10
ARTICLE 9.	AVANCE.....	12
ARTICLE 10.	RETENUE DE GARANTIE .....	12
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE PAIEMENT .....	12
11.1.	DELAÏ DE PAIEMENT .....	12
11.2.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	12
11.3.	FACTURATION .....	14
<b>PARTIE 4.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 12.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	16
ARTICLE 13.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	16
ARTICLE 14.	DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	16
ARTICLE 15.	PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS .....	16
ARTICLE 16.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	16
<b>PARTIE 5.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 17.	ADMISSION .....	17
ARTICLE 18.	DÉLAÏ DE GARANTIE .....	17
<b>PARTIE 6.</b>	<b>CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>18</b>
ARTICLE 19.	CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ .....	18
ARTICLE 20.	REPRISE DU PERSONNEL .....	19
ARTICLE 21.	MODIFICATION DU MARCHÉ .....	19
ARTICLE 22.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	21
ARTICLE 23.	LANGUE.....	21
ARTICLE 24.	TITULAIRE ÉTRANGER .....	21
ARTICLE 25.	CONNAISSANCE DES LIEUX .....	21
ARTICLE 26.	CONTINUITÉ DE SERVICE .....	22
ARTICLE 27.	INFORMATION ET CONSEIL .....	22
<b>PARTIE 7.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>23</b>
ARTICLE 28.	PÉNALITÉS ET PRIMES.....	23
ARTICLE 29.	MESURES COERCITIVES .....	24

ARTICLE 30. CAS DE RÉSILIATION ..... 24

ARTICLE 31. LITIGES ET DIFFÉRENDS ..... 26

**PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG..... 27**

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

---

### ARTICLE 1. IDENTIFICATION DES PARTIES

#### 1.1. Pouvoir adjudicateur

Le terme « pouvoir adjudicateur » est, conformément à l'article 2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, employé pour qualifier l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Bourgogne Méridionale.

Les coordonnées de l'établissement support :

Nom officiel	Centre Hospitalier de Mâcon
Adresse postale	350 Boulevard Louis Escande
Ville	Mâcon
Code postal	71018 Cedex
Pays	France

#### 1.2. Etablissements du GHT

Le terme « établissement du GHT » est employé pour qualifier les établissements du Groupement Hospitalier du Territoire Bourgogne Méridionale.

Les établissements du GHT participant à cette consultation sont mentionnés à l'annexe 1 du présent cahier des clauses administratives particulières.

#### 1.3. Titulaire

Le terme « titulaire » est, conformément à l'article 2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, employé pour qualifier l'opérateur économique qui a conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

### ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

**Objet des services :** Mise à disposition d'une équipe de sécurité incendie - sûreté au centre hospitalier de Mâcon .

**Lieu de prestation du service :** Centre Hospitalier les Chanaux, 350 boulevard Louis Escande, 71018 MACON

Les prestations donnent lieu à un marché passé par accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec un maximum pour une durée d'un an reconductible trois fois un an, en application des articles R.2162-2 alinéa 2 et R.2162-4 2° du Code de la Commande publique.

Le montant maximum annuel est de 620 000€ HT

### ARTICLE 3. DUREE

Durée :

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois pour la période initiale.

La date de début d'exécution de l'accord-cadre est prévue le 1er octobre 2025 et interviendra postérieurement à sa date de notification.

La date de fin prévisionnelle de l'accord-cadre est prévue le 30 septembre 2026.

#### Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée de chaque reconduction est de :

- Reconduction 1 : 12 mois.
- Reconduction 2 : 12 mois.
- Reconduction 3 : 12 mois. (au 30 septembre 2029)

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

#### Caractéristiques du délai d'exécution de l'accord-cadre :

Par dérogation à l'article 13.2 du CCAG fournitures courantes et services, la date d'expiration des délais d'exécution est la date d'achèvement des prestations. Dans le cas où les prestations ne sont pas effectuées à la date limite de validité du marché, la date d'expiration des délais d'exécution est la date d'admission des prestations.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG fournitures courantes et services, Une prolongation des délais d'exécution des prestations peut être accordée au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

L'émission de bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du contrat. Ils seront exécutés conformément aux articles R.2162-5 et R.2162-13 et 14 du Code de la Commande publique.

La date de fin d'exécution des prestations des bons de commande peut être postérieure à la date d'échéance du contrat, sans toutefois que cette prolongation de l'exécution au-delà de la date limite de validité du contrat soit de nature à méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique du titulaire du contrat conformément à l'article R.2162-5 du Code de la Commande publique.

Les bons de commande seront transmis par fax ou par mail ou par courrier. Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG, le délai d'exécution des prestations court à compter du lendemain de la réception de la commande. La réception de la commande est la date de l'accusé réception du fax, la date d'envoi du mail ou la date du courrier, cachet de la poste faisant foi, plus deux jours ouvrés par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG

## **ARTICLE 4. ACCORD-CADRE**

### **4.1. Type d'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services.

## **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CTG) applicable aux prestations, objet du marché (\*)
- La mise au point (le cas échéant)
- L'ensemble des précisions et réponses publiées sur la plateforme PLACE au cours de la consultation (le cas échéant)
- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Les bons de commande passés sur la base du présent marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

## PIECE GENERALE

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services en vigueur à la date d'envoi à la publication de l'avis d'appel à la concurrence. Ce document d'ordre général n'est pas joint au présent marché, mais la partie contractante déclare expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

## CONDITIONS GENERALES D'ACHAT

Toute clause mentionnée dans le(s) document(s) du titulaire (contrat, devis...) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite. Les conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur priment sur les conditions générales de vente du titulaire. La signature du marché entraîne l'acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 6. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

### Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, en cas de dommage corporel, matériel et/ou immatériel, causés par l'exécution des prestations prévues au marché.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le titulaire doit, s'il y a lieu, souscrire, à ses frais, une police d'assurance complémentaire si celles existantes ne sont pas considérées comme suffisantes par le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques des prestations prévues au marché.

En cas de résiliation des polices d'assurance, le titulaire doit souscrire immédiatement une nouvelle police en remplacement.

Le défaut d'assurance ou la non-transmission de ses attestations d'assurance dans les délais impartis entraîne la résiliation du marché, conformément au présent cahier des clauses administratives particulières.

## ARTICLE 7. INTERVENANTS

### 7.1. Sous-traitance

#### Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

#### Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement



Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

#### **Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché (indiquez le numéro et la date du marché) ayant pour objet (mentionnez l'objet du marché). Ceci concerne notamment la Loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement partiel seront libellées en euros et soumises aux stipulations définies aux articles 18 du présent cahier des clauses administratives particulières et aux dispositions mentionnées à l'article 12 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

### **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties du marché qui sont sous-traitées.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisées.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

## PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

---

### ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

#### 8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires et forfaitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires et forfaitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin.

#### Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants indiqués dans l'acte d'engagement, dans les annexes financières sont établis en hors taxes et sont majorés du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en vigueur à la date de facturation des prestations.

Le montant de la demande de paiement partiel et définitif est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

#### Prestations non listées dans les annexes financières

L'établissement du GHT se réserve le droit de commander ponctuellement au titulaire des prestations qui ne sont pas listées dans les bordereaux de prix sous réserve que :

- Il y ait un lien direct avec l'objet du marché
- Le montant des commandes n'excède pas 10% de la valeur estimée du marché

Pour ce faire, le titulaire doit transmettre, autant de fois que nécessaire, à l'établissement du GHT la liste de ses prestations.

Le(s) taux de remise, mentionné(s) dans le présent cahier des charges, s'applique(nt) à l'ensemble des prestations non listées dans les bordereaux des prix unitaires.

#### 8.2. Contenu du prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les prix figurant dans l'acte d'engagement du marché sont établis en tenant compte de toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le présent cahier des clauses administratives particulières et dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire reconnaît que les prix sont réputés comprendre :

- Les frais afférents aux prestations de service
- Toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le présent cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières.
- Les frais afférents aux prestations associées (formation et/ou information, produits d'hygiène (masques, gel hydro alcooliques ...))
- Les autres dépenses nécessaires à la réalisation des prestations (gestion administrative, assurances,...)
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la réalisation des prestations
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur, ou des frais de dossier ou d'ouverture de compte.

Le titulaire est lié par les prix qu'il a proposés dans les annexes financières.

#### 8.3. Variation des prix

##### Détermination des prix de règlement :

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les prix faisant l'objet du marché sont des prix révisables à la hausse comme à la baisse.

Le mois appelé « mois zéro » (m0), correspond :

- pour la 1<sup>ère</sup> année , aux prix du marché établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres
- Pour les années suivantes, au prix de la dernière révision annuelle appliquée et validée par les 2 parties

Les index de référence à prendre en compte sont ceux publiés sur les sites Internet suivants :

ICTrev - TS = Indice du coût horaire du travail révisé - tous salariés - activités de services administratifs et de soutien (identifiant 1565196)

La révision des prix est effectuée par application de l'indice INSEE aux prix unitaires et forfaitaires du marché :

$$Pa = Po * [0,15 + 0,85 \times (ICTrev - TS / ICTrev - TSo)]$$

Pa = Prix ajusté

Po = Prix du marché établi sur la base des conditions économiques du mois (Mo)

ICTrev - TS = Dernier indice de référence connu au moment de la demande de révision des prix

ICTrev - TSo = Indice de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo) ou du dernier indice pris en compte dans la dernière révision de prix appliquée et validée

Par dérogation à l'article 10.2.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

Le titulaire doit adresser, par courrier avec accusé de réception, au pouvoir adjudicateur sa demande de révision des prix. Toute demande de révision des prix reçue après le 1er septembre de chaque année est forclosée. Le premier ajustement des prix ne peut intervenir avant 1<sup>er</sup> octobre 2026 : les prix sont fermes la 1<sup>ère</sup> année.

Pour ce faire, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur un nouveau bordereau des prix unitaires et la DPGF récapitulant les prix correspondant aux anciens prix ajustés (le cas échéant) et les nouveaux prix avec les pourcentages d'évolution successifs. Ces nouveaux prix sont alors fermes jusqu'au 1er octobre de l'année suivante. Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes passées à compter de cette date.

En cas d'interruption temporaire de la parution des indices, les derniers indices connus restent applicables le temps que les nouveaux indices paraissent.

En cas de suppression définitive des indices, les derniers indices connus restent applicables pendant 3 mois. Durant cette période, le titulaire et le pouvoir adjudicateur déterminent d'un commun accord, les nouveaux indices de référence. Dans le cas où le titulaire et le pouvoir adjudicateur ne parviennent pas à s'entendre sur le choix des nouveaux indices, le marché est alors résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliquer de plein droit dans le présent marché.

Le montant révisé, obtenu en application de la formule de révision des prix, ne peut pas dépasser le montant du décompte établi à partir des prix initiaux du marché de plus de 2%.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de l'application de la présente clause.

Lorsque l'application de la formule de révision des prix conduit à dépasser le montant du décompte, établi à partir des prix initiaux du marché, de plus de 2%, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché pour ce motif sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

## **ARTICLE 9. AVANCE**

L'option B du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois à hauteur de 5% du montant du bon de commande si sa durée d'exécution est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance accordée est à hauteur de 5% d'un montant égal à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci (mentionné en mois).

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

## **ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## **ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT**

### **11.1. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro (cf. article 11.3 du présent CCAP).

La date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Jean-François ROSE  
COMPTABLE PUBLIC  
Cité administrative - 24 Boulevard Henrid Dunant  
71870 MACON  
Email : jean-francois.rose@dgfip.finances.gouv.fr

### **11.2. Modalités de règlement des comptes**

Contenu de la demande de paiement :

Par dérogation aux articles 11.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les demandes de paiement afférentes au marché sont transmises mensuellement à l'établissement du GHT.

Les demandes de paiement devront contenir, en plus des mentions légales, les indications suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale, le numéro de Siret et l'adresse du titulaire (créancier)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse de l'établissement du GHT (débiteur)
- Le numéro du marché et de chaque avenant
- La date et le numéro du bon de commande
- La date de la demande de paiement partiel définitif
- La date / heure de chaque prestation exécutée
- Le nombre de kilomètres réalisés pour chaque prestation exécutée ainsi que l'impact carbone de chaque trajet réalisé
- Le libellé de la chaque prestation exécutée
- Les quantités des prestations réellement exécutées
- Le prix hors TVA des prestations exécutées
- Le prix des prestations accessoires (le cas échéant)
- Les coefficients applicables (le cas échéant)
- Le taux de remise (le cas échéant)
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le montant hors TVA des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le taux et le montant des taxes parafiscales
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- En cas de groupement, pour chaque cotraitant, le montant des prestations exécutées par cotraitant
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre (le cas échéant)

Il est établi une demande de paiement partiel définitif par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à l'exécution de plusieurs interventions, aux quels cas, il est établie une demande de paiement partiel définitif par intervention ou regroupant certaines interventions d'un même bon de commande.

En cas de non-respect de ces stipulations, l'établissement du GHT retourne la demande de paiement partiel définitif au titulaire avec l'obligation de la rééditer sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En cas de groupement solidaire, les demandes de paiement partiel définitif doivent être décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement.

#### Remise de la demande de paiement :

Le titulaire doit, conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, transmettre au pouvoir adjudicateur les demandes de paiement partiel définitif sous format électronique.

Le titulaire établit une facturation par site.

Le numéro de SIRET et l'identification Chorus Pro de l'établissement du GHT sont mentionnés en annexe 2 du présent cahier des clauses administratives particulières.

En cas de sous-traitance, le titulaire dispose, conformément à l'article R 2193-12 du Code de la commande publique, d'un délai de 15 jours à compter de la réception des demandes de paiement partiel définitif adressée par les sous-traitants pour transmettre au pouvoir adjudicateur une attestation signée en double exemplaire indiquant la somme éventuellement à payer pour chaque sous-traitant. La somme à payer doit tenir compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans l'acte spécial de sous-traitance et inclut la TVA. Si le titulaire qui a conclu l'acte spécial n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

L'établissement du GHT informe, par ailleurs, le titulaire des paiements qu'il effectue pour chaque sous-traitant.

Toute demande de paiement partiel définitif transmise en dehors du portail de facturation de l'Etat (Chorus Pro) sera rejetée par l'établissement du GHT.

#### Paiement pour solde et règlement partiels et définitifs :

Par dérogation à l'article 11.7 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, l'établissement du GHT se libère des sommes dues au titre du marché par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement peut être suspendu par l'établissement du GHT ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au titulaire, l'établissement du GHT règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le titulaire.

La monnaie de facturation est l'Euro.

#### Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :

Par dérogation aux articles 12.1.1 et 12.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, l'établissement du GHT se libère des sommes dues au titre du marché par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le règlement des sommes dues au titre du marché est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

### **11.3. Facturation**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition, en respectant les coordonnées suivantes du maître d'ouvrage :

Centre Hospitalier de Mâcon  
Direction du Plan, des Travaux et des Services Techniques  
350 Bd Louis Escande  
71018 MACON cedex  
dptst@ch-macon.fr

Tél : 03 85 27 50 77

No SIRET : 26710028700015

Code service : TRAVAUX

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire ou forfaitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### **ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### Lieux d'exécution :

Les prestations seront exécutées conformément aux informations transmises dans l'annexe 1 au cahier des clauses administratives particulières

### **ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE**

#### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

### **ARTICLE 15. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS**

#### Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

### **ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.



## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 17. ADMISSION**

Les prestations faisant l'objet du contrat seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG, l'acceptation de la facture vaut admission des prestations correspondantes

### **ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE**

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG, il n'est pas prévu de période de garantie.

## PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

---

### ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

#### Protection des données à caractère personnel :

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG fournitures courantes et services, Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

#### Obligation de confidentialité :

Par dérogation à l'article 5.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel ou ses préposés, sous réserve que les informations, documents ou éléments ne soient pas déjà accessibles au public.

Le titulaire reconnaît par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'établissement du GHT et s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'établissement du GHT.

La méconnaissance de cette stipulation obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'établissement du GHT, qui lui sera communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assure donc la protection de toute information et tout document qui leur sont été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à leurs propres affaires.

Cette clause de secret continue de lier le titulaire pendant une période de trois ans à compter du terme du marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'établissement du GHT ou d'un tiers.

#### Mesures de sécurité :

Par dérogation à l'article 5.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions définies dans :

- Le règlement intérieur de l'établissement du GHT
- Les consignes de sécurité dans l'enceinte du/des site(s) de l'établissement du GHT
- Les consignes de sécurité et d'hygiène de l'établissement du GHT

L'établissement du GHT se réserve également le droit de suspendre l'exécution des prestations prévues au marché si les conditions de sécurité et d'hygiène ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre par le titulaire des dispositions permettant de satisfaire ces conditions. Cette suspension n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Le personnel du titulaire ou de ses préposés doivent être facilement identifiable, et pouvoir justifier de leur appartenance à leurs entreprises, ou être mandatés par elles.

#### Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

#### Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## **ARTICLE 20. REPRISE DU PERSONNEL**

Le titulaire est, conformément à l'article L.1224-1 du Code du travail, tenu de reprendre le personnel de l'ancien titulaire qui assurait précédemment les prestations.

En cas de changement de prestataire, le pouvoir adjudicateur communiquera, à l'entreprise entrante, les coordonnées de l'entreprise sortante immédiatement après la notification. Le titulaire devra se rapprocher de l'ancien titulaire du marché pour régler la question de la reprise du personnel.

Le pouvoir adjudicateur dégage toutes responsabilités dans le cas où les informations communiquées par l'ancien titulaire sur la masse salariale pouvant faire l'objet d'un transfert seraient fausses.

## **ARTICLE 21. MODIFICATION DU MARCHÉ**

Le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

Modification des prestations prévues au marché

Le pouvoir adjudicateur pourra, en cas de besoin, modifier les prestations prévues au marché dans le respect des dispositions prévues au Code de la commande publique.

Modification de la législation / réglementation / jurisprudence / norme

Le titulaire doit en cas de modification des prestations rendues nécessaires par :

- Des directives et règlements
- De la législation / réglementation
- D'une décision administrative
- D'une jurisprudentielle
- Des normes

et affectant même de façon mineure l'exécution du marché, proposer des prestations répondant d'une part à ces nouvelles exigences et d'autre part aux dispositions définies dans le cahier des clauses administratives et/ou techniques particulières du marché.

Avant toute modification, le titulaire doit communiquer au pouvoir adjudicateur un dossier détaillant les modifications sur le marché.

En cas d'acceptation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur, le titulaire est avisé par courrier avec accusé de réception.

En cas de refus de ces modifications par le pouvoir adjudicateur, le titulaire en est avisé par courrier accusé de réception.

Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure de proposer des prestations répondant à ces nouvelles exigences, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, par dérogation à l'article 38 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, de plein droit le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Modification temporaires des prix et/ou de la formule de révision des prix

Le titulaire du marché peut solliciter une augmentation temporaire des prix et/ou une modification de la formule de révision des prix s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision des prix contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution du marché dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur est subordonnée à la production par chaque titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché. A ce titre, il doit notamment

justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis, du volume des commandes concernées, de l'impact du bouleversement sur l'intégralité du marché, et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix.

En cas d'acceptation de la demande, le pouvoir adjudicateur définira une période limitée de modification des prix. La prolongation de la modification des prix ne pourra être acceptée que si le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire. Les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente d'un avenant signé par le pouvoir adjudicateur et le titulaire
- Le titulaire ne peut refuser de réaliser les prestations demandées par les établissements du GHT au motif que les prix n'ont pas été modifiés

#### Modification du montant du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra, en cas de circonstances imprévues, augmenter le volume maximum contractuel du marché dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si les événements ou les circonstances imprévisibles ont pour conséquence d'exposer les établissements du GHT à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité de leurs missions de service public.

#### Modification de la durée du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra, en cas de circonstances imprévues, prolonger la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant des événements imprévisibles et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les établissements du GHT à une rupture dans la continuité de leurs missions de service public.

#### Modification affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché

- Modification administrative

Le titulaire pourra solliciter la modification du marché en cas de changement affectant :

- La/les personne(s) ayant pouvoir à engager la société
- La forme juridique de la société
- La raison sociale et l'adresse du siège
- Le capital social
- La domiciliation des paiements
- Ainsi que toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société

Ces changements doivent impérativement être signalés avant l'émission de toute nouvelle demande de paiement partiel définitif.

Ces changements se font sans modification de l'offre du titulaire.

Ces modifications peuvent, sans qu'un avenant soit obligatoirement nécessaire, être formalisées par simple un échange de courrier ou un certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

L'inobservation de ces règles d'information par le titulaire délie, conformément à l'article L 2191-5 du Code de la commande publique, l'établissement du GHT du respect des délais réglementaires de paiement et du versement d'intérêts moratoires en cas de dépassement de ces délais.

#### Cession du marché

Le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le titulaire pressenti devra :

- Avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du titulaire
- Présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante

Dans sa demande d'agrément, le titulaire actuel communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante
- Les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- Un numéro d'identification SIREN et SIRET

- La date à laquelle la cession doit intervenir
- La forme juridique du nouveau titulaire
- La raison sociale et l'adresse du siège du nouveau titulaire
- Les personnes ayant pouvoir à engager le nouveau titulaire
- La domiciliation bancaire du nouveau titulaire

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du titulaire pressenti après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le titulaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées.

La cession est subordonnée à l'autorisation préalable et expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le titulaire pressenti :

- Ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées
- Ne transmet l'intégralité des documents permettant l'élaboration d'un avenant
- Refuse d'accepter l'intégralité des dispositions prévues au marché

En cas non validation de la cession du marché au titulaire pressenti, le pouvoir adjudicateur résiliera le marché en application de l'article 38 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services.

Cette résiliation n'ouvre droit, pour le titulaire actuel, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 22. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

Ces pièces et attestations doivent être déposées par le titulaire sur la plateforme mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire et de faire procéder, conformément à l'article 32 du présent cahier des clauses administratives particulières, par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire est établi dans un autre Etat que la France, il doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, ce document peut être remplacé par une déclaration solennelle faite par le titulaire devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays. Dans ce cas, les documents fournis doivent être rédigés en langue française ou bien accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 23. LANGUE**

Tous les documents (fiches techniques, fiches de sécurité, inscriptions sur les équipements et leurs emballages, les modes d'emploi, factures, bons de livraison,...) et les échanges (courriers, courriels, fax,...) doivent être rédigés en langue française.

## **ARTICLE 24. TITULAIRE ETRANGER**

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Les prix libellés en Euro restent inchangés en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **ARTICLE 25. CONNAISSANCE DES LIEUX**

Le titulaire est supposé avoir pris connaissance, avant la remise de son offre, des différentes contraintes liées à l'exécution du marché.

A ce titre, le titulaire ne peut en aucune manière se prévaloir auprès de l'établissement du GHT de surcoûts ultérieurs ou de prolongation de délais, liés à l'absence de reconnaissance du/des lieu(x) d'exécution des prestations.

## **ARTICLE 26. CONTINUITE DE SERVICE**

Le titulaire doit garantir la continuité de service à l'établissement du GHT :

- En cas d'arrêt de travail pour faits de grève de ses agents ou des agents de ses sous-traitants affectés à l'exécution des prestations
- En cas d'absentéisme important de ses agents
- Lorsque le site de traitement initial se trouve indisponible

Le titulaire doit continuer d'assurer l'exécution des prestations dans les conditions définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

Avant sa mise en place, l'organisation destinée à pallier la grève ou toute situation exceptionnelle doit être obligatoirement soumise à l'agrément de l'établissement du GHT.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter intégralement les prestations, l'établissement du GHT y pourvoit par tous les moyens qu'il juge utile. Les mesures qui sont prises dans ce cas sont limitées à la durée de la grève ou de la situation exceptionnelle.

## **ARTICLE 27. INFORMATION ET CONSEIL**

Le titulaire a une obligation permanente d'information et de conseil auprès du pouvoir adjudicateur et/ou de l'établissement du GHT dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire a également une obligation d'alerte. Dans ce cadre, le titulaire informe sans délai l'établissement du GHT concerné, de tout danger et de tout défaut, mettant en péril la sécurité des biens et des personnes.

## PARTIE 7. DEFALLANCE DANS L'EXECUTION

---

### ARTICLE 28. PENALITES ET PRIMES

#### Pénalité pour erreur de facturation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer au titulaire, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité forfaitaire de 25 euros pour chaque erreur de facturation.

#### Pénalité pour non transmission d'information

Le titulaire est tenu de communiquer toute information utile, notamment statistique, relative à la mise en oeuvre et au suivi de l'exécution du marché.

A défaut d'avoir transmis ces informations dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande par l'établissement, le titulaire encourt une pénalité égale à 50 euros par jour calendaire de retard.

#### Pénalité pour non transmission des attestations d'assurance

Le titulaire est tenu de communiquer les attestations d'assurance en cours de validité au pouvoir adjudicateur lorsqu'il en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit dans les délais fixés par le présent cahier des clauses administratives particulières, il encourt une pénalité de 100 euros par jour de retard.

#### Pénalité pour travail dissimulé

Le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, encourt une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard jusqu'à la régularisation totale de la situation par le titulaire.

Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10% du montant du marché. Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

#### Pénalité liée à l'exécution

Pénalité en lien avec les prestations

Des pénalités forfaitaires sont appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Les pénalités portent sur des éléments factuels avérés et constatés par l'envoi d'un mail par l'établissement au titulaire. Les délais commencent à courir à compter de l'envoi de ce mail.

- Absence ou retard constaté d'un agent à compter de 2 heures suivant l'heure à laquelle l'agent aurait dû se présenter : 100 euros par heure de retard par agent
- Ronde non exécutée ou partiellement exécutée : 50€ par ronde
- Abandon de poste : 150€ par poste initialement occupé
- Conduite verbale irrespectueuse envers le personnel du centre hospitalier ou du public reçu : 850€ par manquement
- En cas de violence physique à l'égard du personnel du centre hospitalier. 3 000€ par agent
- En cas de vol : 3 000€ par agent
- En cas d'ivresse (agent sous l'emprise d'alcool ou de drogues) : 3 000€ par agent
- En cas de non-respect de la tenue de travail : 50€ par agent
- En cas de mise à disposition d'un agent non titulaire d'une carte professionnelle : 1 500€ par agent
- Défaut de réalisation des formations d'un agent : 1500€ par agent
- Document manquant en cas de non transmission des documents contractuels à transmettre (carte professionnelle, diplômes sur demande de l'établissement) : 30€ par document  
Cette pénalité s'applique en cas d'absence de transmission sous un délai de 2 semaines à compter de la demande.
- En cas de non-actualisation de la liste du personnel affecté au marché : 300€ par manquement.  
Cette pénalité s'applique en cas d'absence de transmission sous un délai de 2 semaines à compter de la demande.
- En cas de non communication du planning mensuel : 50€ par manquement
- En cas de matériel défectueux : 50€ par agent impacté
- En cas de recyclage non effectué avant la fin de validité : 1 500€ par agent
- En cas de cumul de deux vacations de 12h effectuées d'affilée : 3 000€ par agent
- Non-respect du délai de mise en place d'un agent : 300 € par cas constaté

- Absence du représentant du titulaire aux réunions programmées : 100 € par absence
- Présence de personnel d'un sous-traitant non déclaré, non présentation du contrat de sous-traitance après mise en demeure, par cas constaté : 300 € par jour
- Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel, par cas constaté : 1 500 €

#### **Modalité d'application des pénalités**

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect de ses engagements contractuels.

Toutes les pénalités prévues au marché peuvent être appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable.

Toutes les pénalités sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité. L'application de pénalités ne présente pas de caractère libératoire.

Le titulaire est informé de la décision par le pouvoir adjudicateur et/ou de l'établissement du GHT des pénalités par courrier ou courriel motivé.

A la suite de ce courrier ou courriel, le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT :

- émettent un titre de recettes à l'encontre du titulaire correspondant aux pénalités
- ou
- demandent au titulaire de lui adresser un avoir correspondant aux pénalités et qui viendra en déduction du montant mensuel à payer au titulaire

L'application de pénalités peut être effectuée sans préjudice de la faculté du représentant du pouvoir adjudicateur et/ou de l'établissement du GHT de prononcer toute autre sanction.

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT peuvent en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier ses défaillances, notamment en cas de non réalisation d'une prestation prévue par le cahier des clauses techniques particulières ou dans le mémoire technique du titulaire.

#### Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

les pénalités prévues au marché peuvent être appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable. Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

#### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

## **ARTICLE 29. MESURES COERCITIVES**

#### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 30. CAS DE RESILIATION**

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

#### Principes généraux :



Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

#### Résiliation pour événements extérieurs au marché :

Par dérogation aux dispositions de l'article 39.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code du commerce, à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse à la mise en demeure dans un délai de 31 jours calendaires, la résiliation du marché est prononcée de plein droit. Ce délai peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou s'il lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend alors effet à la date de la décision de l'administrateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration de la mise en demeure. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du code du commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation prend effet à la date de l'événement. Cette résiliation n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

#### Résiliation pour faute du titulaire :

Par dérogation à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire n'a pas respecté les obligations contractuelles mentionnées dans le cahier des charges
- Le titulaire n'a pas transmis les documents mentionnés aux articles R 2143-6 à R 2143-10 et R 2143-16 du Code de la commande publique
- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement
- Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le pouvoir adjudicateur dans le cadre des articles 17 et 22 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues au présent cahier des clauses administratives particulières
- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, ne pas pouvoir exécuter ses engagements
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché
- Le titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs
- L'utilisation des résultats par le pouvoir adjudicateur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Hormis les trois derniers cas, la résiliation du marché peut intervenir après une mise en demeure restée infructueuse. La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de faire exécuter aux frais et risques du titulaire, les prestations prévues au marché. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

#### Résiliation pour motif d'intérêt général :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations admises, un pourcentage de 3%.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'a pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 jours calendaires après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, défini à l'article 43 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

## **ARTICLE 31. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Dijon

Tél. : 03.80.73.91.00

Fax :

Email : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal administratif de Dijon

Tél. : 03.80.73.91.00

Fax :

Email : greffe.ta-dijon@juradm.fr

#### Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage :

Nom officiel	Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
Adresse postale	3 rue de la Charité
Ville	Lyon Cedex 02
Code postal	69268
Pays	France
Téléphone	04 26 99 28 33
Courrier électronique	ara.ccira@directe.gouv.fr

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

---

Il est dérogé à l'article 3.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 10.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 10.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 10.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 11.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 11.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 12 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 33.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 38 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 39.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services.